

Chapitre 10

Fixer des priorités pour l'action

Il ne reste que 10 ans jusqu'à 2015, date cible pour la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous. 2005 a été une année de développements prometteurs, qu'il faut maintenant faire fructifier. Certains progrès accomplis vers l'EPT sont devenus évidents, surtout dans de nombreux pays à faible revenu. La communauté internationale a recentré son attention sur la pauvreté dans le monde, en particulier en Afrique subsaharienne. L'importance de l'EPT est apparue encore plus clairement dans le contexte de la mondialisation et de l'émergence de la société du savoir. Le sommet du G8 à Gleneagles et la réunion annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ont promis un accroissement du soutien international, notamment une augmentation de l'aide et un allègement supplémentaire de la dette. Ce qu'il faut faire maintenant pour soutenir l'EPT, c'est traduire ces mouvements généraux en faveur du développement en mesures spécifiques destinées au secteur de l'éducation dans les différents pays. Le présent chapitre suggère quelques domaines hautement prioritaires pour l'action nationale et internationale afin de réaliser l'EPT, y compris l'objectif relatif à l'alphabétisation. Atteindre les objectifs d'ici à 2015 demeure possible, mais seulement au prix d'une accélération immédiate du rythme actuel des efforts.

L'enseignement primaire universel pour 2015 n'est nullement garanti. Quelque 100 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés dans le primaire, dont 55 % de filles.

Le bilan de l'EPT

Le présent rapport a passé en revue les changements intervenus dans l'EPT depuis le Forum mondial sur l'éducation en 2000 (Dakar, Sénégal) en comparant les données de 2002 (les plus récentes dont on dispose) à celles de 1998. Des progrès ont été accomplis, surtout pour les filles dans le primaire. Ces progrès sont particulièrement nets dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et d'Asie de l'Ouest. Tandis que 47 pays ont déjà réalisé l'enseignement primaire universel (EPU), 20 autres ont de bonnes chances d'y parvenir d'ici 2015 et 44 pays font de sérieux progrès mais ne réaliseront l'EPU qu'après 2015. L'enseignement secondaire a connu un développement très rapide, reflétant en partie les succès obtenus dans le primaire. La planification nationale accorde plus d'attention à la qualité. Les dépenses publiques d'éducation ont augmenté en proportion du revenu national dans les deux tiers des pays pour lesquels on dispose de données. L'aide à l'éducation de base a plus que doublé depuis 1999 et elle pourrait, dans l'hypothèse la plus optimiste, atteindre 3,3 milliards de dollars EU par an à la suite du sommet du G8. L'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous, qui n'a été lancée qu'en 2002, est déjà devenue un mécanisme clef de coordination de l'aide.

Pourtant ces évolutions prometteuses ne suffiront pas pour atteindre les six objectifs de l'EPT. L'émergence de l'économie mondialisée et de la société du savoir fait cependant de l'éducation et de l'alphabétisation des nécessités pressantes. La pleine participation à la société et à l'économie du savoir, donc la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la citoyenneté, dépend de l'éducation et en premier lieu de l'alphabétisation.

L'édification de sociétés alphabètes appelle ainsi une action simultanée sur trois fronts :

- accroître les effectifs tout en réduisant les disparités entre les sexes et en améliorant la qualité de l'éducation de base (dans le primaire et le premier cycle du secondaire) ;
- intensifier les programmes d'alphabétisation des jeunes et des adultes ;
- créer des environnements alphabètes dans les foyers, les écoles et les communautés.

Cela ne sera pas facile. Les défis auxquels est confrontée l'EPT restent immenses. Ainsi :

- l'enseignement primaire universel pour 2015 n'est nullement garanti. Quelque 100 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés dans le primaire, dont 55 % de filles. Dans 23 pays, les taux nets de scolarisation ont baissé. Des frais de scolarité sont encore exigés dans le primaire dans 89 des 103 pays examinés.

Les taux élevés de fécondité, le VIH/sida et les conflits continuent d'exercer des pressions sur les systèmes éducatifs dans les régions confrontées aux plus grands défis concernant l'EPT ;

- 94 pays n'ont pas atteint la parité entre les sexes en 2005 et 86 d'entre eux risquent de ne pas l'atteindre même en 2015. Dans le primaire, où 76 pays n'ont pas atteint cet objectif, le problème est avant tout celui de la scolarisation des filles. Dans le secondaire, en revanche, les filles prédominent dans près de la moitié des pays qui n'ont pas réalisé la parité, indiquant des taux d'abandon élevés chez les garçons ;
- la qualité de l'éducation est trop médiocre. Dans 41 pays, moins des deux tiers des élèves du primaire atteignent la dernière année de ce niveau. Les effectifs enseignants sont insuffisants, il y a trop peu d'enseignantes et trop peu d'enseignants qualifiés ; dans beaucoup de pays, le nombre d'enseignants du primaire devrait augmenter de 20 % par an pour ramener le rapport élèves/enseignant à 40/1 et réaliser l'EPU d'ici à 2015. En outre, les effectifs n'ont pas assez progressé dans les programmes pour la petite enfance, une des clefs de l'amélioration des performances à l'école primaire ;
- l'alphabétisation a été négligée. Plus de 770 millions de jeunes et d'adultes, soit à peu près un cinquième de la population mondiale adulte, sont dépourvus de compétences en alphabétisme de base, essentiellement en Afrique subsaharienne et en Asie. De plus, ce chiffre sous-estime le problème à l'échelon mondial car il est fondé sur les méthodes conventionnelles mais défectueuses d'évaluation de l'alphabétisme. L'alphabétisation n'est pas prioritaire dans la plupart des plans d'éducation et elle ne représente généralement que 1 % des dépenses publiques d'éducation. Pourtant, cet objectif occupe une place centrale dans la réalisation des autres objectifs de l'EPT ;
- l'aide à l'éducation de base est inadéquate. Bien qu'ayant récemment progressé, elle ne représente que 2,6 % de l'aide publique au développement ; dans ce total, la part de l'aide à l'alphabétisation des adultes est minime. Le montant de l'aide à l'éducation de base est très inférieur aux sept milliards de dollars EU nécessaires pour réaliser l'EPU et la parité entre les sexes. L'aide n'est pas suffisamment dirigée vers les pays qui en ont le plus besoin, de par le nombre absolu d'enfants et de jeunes confrontés au défi de l'EPT comme en termes de classement selon l'IDE. L'IMOA, lancée en 2002, n'a mobilisé que 298 millions de dollars de nouveaux engagements à la mi-2005, outre, peut-être, une augmentation de l'aide bilatérale.

Les priorités pour demain

Pour relever ces défis et consolider les progrès, il faut s'attacher à neuf domaines d'action.

Mesures générales concernant l'EPT

1. **Accélérer les efforts en faveur de l'EPU et de la qualité de l'enseignement primaire.** Il faut s'attacher à la réduction et à la suppression des frais de scolarité ; aux politiques d'intégration des enfants ruraux, appartenant à des minorités, touchés par le VIH/sida et handicapés ; à l'accroissement du nombre des enseignants et à l'amélioration de leur formation ; à l'augmentation des effectifs des programmes pour la petite enfance, en particulier au bénéfice des défavorisés ; à la mise en œuvre de mesures peu coûteuses de santé et de nutrition scolaires, susceptibles d'accroître l'accès à l'école et l'apprentissage.
2. **Répéter l'engagement concernant la parité entre les sexes.** Des progrès considérables ont été accomplis, souvent dans les pays où le défi est le plus grand. Il faut consolider ces progrès. Il est donc important que le mouvement de l'EPT réitère son engagement en faveur de la parité.
3. **Dépenser plus pour l'éducation et dépenser mieux.** Les dépenses augmentent mais elles restent faibles en pourcentage des revenus nationaux. Dans certains pays, cela reflète la faiblesse des dépenses publiques en général et il faut, dans ces pays, prendre des mesures concernant les recettes publiques plutôt que le secteur de l'éducation en tant que tel. Ailleurs, les fonds alloués à l'éducation sont trop peu élevés. Dans beaucoup de pays, des dépenses plus efficaces produiraient des résultats positifs.

Mesures concernant l'alphabétisation

4. **Donner à l'alphabétisation des jeunes et des adultes un rang de priorité plus élevé sur les agendas nationaux et internationaux.** Pour réaliser l'alphabétisme, un engagement politique au plus haut niveau est indispensable, de même que des politiques publiques claires qui intègrent l'alphabétisation dans les plans du secteur de l'éducation et dans tout autre document pertinent tel que les documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP). Des signes encourageants de changement apparaissent dans certains pays, mais ils sont encore trop peu nombreux. Au niveau international, l'alphabétisation des adultes est très négligée par les organismes d'aide ; quant à la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, elle doit encore trouver une forme spécifique malgré des signes précurseurs d'un possible changement.

5. **Concentrer l'action sur des sociétés alphabètes et non pas seulement sur des individus alphabètes.** Il est clair qu'on n'atteindra les objectifs de l'EPT que par la mise en place de sociétés alphabètes, dans lesquelles tous les individus alphabètes auront les moyens et la possibilité de bénéficier d'environnements alphabètes riches et dynamiques. Au-delà de la scolarisation et des programmes destinés à alphabétiser jeunes et adultes, les politiques visant à créer des environnements alphabètes riches sont capitales. Elles peuvent prévoir une aide aux bibliothèques, aux journaux en langues locales, à l'édition, à l'accès des adultes aux bibliothèques scolaires et aux groupes d'écoute d'émissions radiophoniques.
6. **Définir la responsabilité des pouvoirs publics dans l'alphabétisation des jeunes et des adultes.** Les gouvernements doivent définir clairement les rôles en matière d'alphabétisation des adultes, tâche souvent dispersée entre plusieurs ministères et impliquant de nombreux partenariats dans l'Administration et avec les organisations de la société civile. Un financement public adéquat est nécessaire. Les alphabétiseurs doivent être correctement formés et rémunérés.

Mesures internationales

7. **Doubler l'aide à l'éducation de base pour qu'elle atteigne sept milliards de dollars EU.** Les augmentations de l'aide annoncées en 2005 doivent encore être réparties par secteur. La part de l'aide allant à l'éducation de base, qui comprend l'alphabétisation, doit augmenter plus vite que l'aide totale et au moins doubler pour passer à plus de 5 % de l'aide totale.
8. **Cibler l'aide sur les besoins éducatifs les plus criants.** L'aide doit mieux s'ajuster aux besoins, être plus prévisible et à plus long terme, et aller davantage aux pays qui sont encore loin des objectifs de l'EPT. Il faut poursuivre l'harmonisation de l'aide à l'éducation, notamment à travers l'Initiative de mise en œuvre accélérée.
9. **Compléter les flux financiers par des connaissances et un soutien technique.** Pour beaucoup d'objectifs de l'EPT, en particulier pour l'alphabétisation, les pays en développement ont besoin d'accéder à des connaissances et à une expertise techniques, que l'UNESCO et d'autres organismes peuvent contribuer à leur apporter, en complément de l'aide financière fournie par les bailleurs de fonds.

L'EPT, et l'alphabétisation qui en est le cœur, sont plus nécessaires que jamais. Les besoins étant définis, la communauté internationale doit passer à l'action pour faire de l'EPT une réalité. ■

Pour réaliser l'alphabétisme, un engagement politique au plus haut niveau est indispensable, de même que des politiques publiques claires.